

Les Vert'libéraux en guerre pour les panneaux solaires

GROGNE

L'administration est accusée de mettre des bâtons dans les roues des propriétaires qui veulent investir dans les énergies renouvelables. Le nouveau parti lance un appel à la «résistance citoyenne» et veut recenser les refus. Pas si nombreux, selon le canton.

MEHDI-ST PHANE PRIN

Pour leur première conférence de presse depuis leur naissance, les Vert'libéraux n'avaient pas encore sorti les barricades, mais, hier, le ton était à l'insurrection contre l'administration cantonale.

Les dirigeants du nouveau parti écolo de droite sont en pétard contre le Service du développement territorial et la section monuments et sites. «Ça suffit, cette guerre d'usure que mènent ces deux entités de l'administration contre les citoyens qui veulent favoriser les énergies renouvelables», s'indigne Isabelle Chevalley, députée vert'libérale.

Entre panneaux solaires de la discorde prévus sur l'église catholique de Cully et refus d'ins-



EXEMPLE A Longirod, le Service du développement territorial veut faire enlever les panneaux solaires situés hors zone bâtie. Il n'est pas certain que celui du patrimoine les accepte sur un chalet historique...



«Il est absurde de voir que certains services sapent un objectif du Conseil d'Etat»

ISABELLE CHEVALLEY,
DÉPUTÉE VERT'LIBÉRALE

tallation photovoltaïque construite dans un champ, Isabelle Chevalley est persuadée que certains fonctionnaires sont des indécorables opposants à l'électricité verte. «Il s'agit d'une question d'interprétation des lois systématiquement en défaveur des citoyens. Il est absurde

de voir que certains services sapent un objectif du Conseil d'Etat: promouvoir les énergies renouvelables.»

Outre un appel à la «résistance citoyenne», les Vert'libéraux veulent recenser tous les projets refusés et multiplier les interventions au Grand Conseil.

Pas de quoi inquiéter François Marthaler, dont dépend la section monuments et sites du Département des infrastructures. «Le Conseil d'Etat va profiter de ces interventions pour préciser prochainement la doctrine dans le domaine d'installation de panneaux solaires.» Pour le ma-

gistrat Vert, il s'agit surtout d'améliorer l'information des propriétaires désireux de concilier leur patrimoine historique avec la production d'énergie solaire. Sur la centaine de cas litigieux examinés par une commission créée pour l'occasion, seule une quinzaine ont été formellement refusés. «Dans la plupart des cas, des discussions ont surtout permis d'améliorer les projets», constate François Marthaler. Le ministre veut mettre en valeur ces bons exemples.

«Ouverture d'esprit»

Une brochure est d'ailleurs en cours de rédaction pour permettre aux communes et aux particuliers de mieux remplir leurs dossiers. Chef du Service du développement territorial, Philippe Gmür ne comprend pas la violente charge des Vert'libéraux contre ses troupes: «Nous montrons une grande ouverture d'esprit pour favoriser les énergies renouvelables, avec une interprétation des lois plus favorable que dans d'autres cantons.»

Ce n'est pas l'avis du Parti Vert'libéral, qui a bien l'intention de ne pas relâcher la pression. La campagne de la nouvelle formation s'annonce... électrique. ■